

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 47.707/2
DU 18 JANVIER 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales, le 11 janvier 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "fixant les règles concernant les élections médicales telles qu'elles sont prévues à l'article 211, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Le préambule s'exprime en ces termes :

"Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient en effet, compte tenu du calendrier à respecter pour la tenue d'élections qui prévoit que celles relatives au corps médical doivent être organisées durant l'année 2010 et qu'un déroulement régulier et optimal de ces élections ne peut être atteint qu'en permettant que le départ de la procédure électorale, soit la date à laquelle la liste électorale est dressée, puisse être fixée à un moment du calendrier garantissant que les périodes durant lesquelles le nécessaire débat démocratique entre les organisations représentatives candidates aux élections et l'appel au vote ont été déterminées de manière optimale".

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation préalable

Le demandeur d'avis est invité à se conformer dorénavant à la règle énoncée à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, précité, des lois coordonnées sur le Conseil d'État et, partant, à indiquer la motivation de l'urgence dans la demande d'avis proprement dite et pas uniquement dans le préambule du projet.

.../...

Observations particulières

Dispositif

Article 1^{er}

1. Lorsqu'elle a été consultée sur le projet devenu l'arrêté royal du 8 août 1997 fixant les règles concernant les élections médicales telles qu'elles sont prévues à l'article 211, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, la section de législation a, dans l'avis 26.646/1, donné le 7 juillet 1997, fait les observations suivantes :

"1.1. L'article 1^{er}, § 1^{er}, du projet énumère les conditions auxquelles doivent satisfaire les organisations professionnelles des médecins afin d'être reconnues comme représentatives. De toute évidence, ces conditions doivent pouvoir être considérées comme admissibles eu égard aux principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination. Il s'ensuit que, s'il en résulte une différenciation entre les diverses organisations professionnelles de médecins, celle-ci doit reposer sur une justification objective et raisonnable dont l'existence doit s'apprécier par rapport au but et aux effets des conditions considérées, en ce sens que - dans le droit fil de la jurisprudence développée par la Cour d'arbitrage - le principe d'égalité peut être tenu pour violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

Dans le projet examiné, la question de l'admissibilité des conditions de reconnaissance doit se poser avec d'autant plus d'acuité que les organisations professionnelles non reconnues sur la base de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du projet, sont tributaires du système du groupement au sens de l'article 1^{er}, § 2, du projet. En d'autres mots, le fait de satisfaire ou de ne pas satisfaire aux conditions énoncées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du projet, détermine le régime de reconnaissance de la représentativité qui sera appliqué, en sorte que, sous cet angle également, la problématique de l'égalité et de la non-discrimination gagne en acuité.

Il serait recommandé, dès lors, d'assortir le projet examiné d'un rapport au Roi qui pourrait fournir les éclaircissements nécessaires à propos des conditions de reconnaissance envisagées par le projet et des motifs sur lesquels elles se fondent, eu égard aux principes prérappelés d'égalité et de non-discrimination.

Ce rapport pourrait alors préciser, par exemple, pour quel motif la reconnaissance prévue à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du projet n'est pas accordée aux organisations qui défendent les intérêts professionnels d'une seule catégorie de médecins, à savoir les médecins généralistes ou les médecins spécialistes (voir l'article 1^{er}, § 1^{er}, A, 1/, du projet), aux organisations qui ne s'adressent qu'aux médecins d'une seule région (voir l'article 1^{er}, § 1^{er}, A, 2/, du projet) ou à certaines organisations nouvellement créées (voir l'article 1^{er}, § 1^{er}, A, 4/, du projet). En outre, le rapport au Roi devrait faire connaître le motif pour lequel les organisations professionnelles qui font partie d'un groupement ne doivent pas toutes satisfaire

.../...

aux mêmes conditions de reconnaissance, en sorte que, sur ce point également, il risque de se créer une discrimination entre les organisations en cause.

1.2. Toujours en ce qui concerne les conditions énoncées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, A, du projet, il y a lieu d'observer qu'un nombre d'entre elles sont définies par référence aux statuts de l'organisation (voir les points 1/ à 3/). La question se pose de savoir si, en pratique, pareille référence offrira suffisamment de garanties pour que, de surcroît, les conditions concernées soient effectivement remplies".

L'article 1^{er}, § 1^{er}, du présent projet d'arrêté appelle des observations analogues.

2. Au paragraphe 1^{er}, A, 3/, le Conseil d'État n'aperçoit pas quelle est la signification exacte, pour l'application du texte en projet, des mots "sans préjudice des dispositions qui s'appliquent aux médecins qui sont répertoriés moins que cinq ans par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité" : quel est, pour ces médecins, le montant de la cotisation à prendre en considération ? Il convient d'être d'autant plus attentif à régler clairement cette question qu'elle a une incidence pour l'application d'autres dispositions figurant dans l'article 1^{er} en projet, en particulier les paragraphes 1^{er}, A, 5/, et 2, B.

Le texte doit être revu sur ce point.

3. Dans l'avis précité 26.646/1, la section de législation a observé ceci :

"Selon l'article 1^{er}, § 2, du projet, un groupement d'organisations professionnelles peut être reconnu comme étant représentatif. À cet égard, il faut relever, toutefois, que l'article 211, § 1^{er}, de la loi coordonnée, qui sert de fondement légal au projet examiné, ne fait état que d'une reconnaissance de la représentativité des organisations professionnelles et ne concerne donc pas la reconnaissance de la représentativité d'un groupement d'organisations

professionnelles. Les pouvoirs que l'article 211, § 1^{er}, de la loi coordonnée confère au Roi sont cependant définis en des termes tellement larges ⁽¹⁾ qu'il ne peut être présumé sans plus qu'il ne serait pas au pouvoir du Roi, en vertu de cette disposition législative, de prévoir un régime de reconnaissance pour les groupements d'organisations professionnelles. Il convient cependant de s'interroger sur la nécessité d'élaborer une pareille réglementation, en ce sens notamment que celle-ci serait sans doute superflue si les conditions, auxquelles l'article 1^{er}, § 1^{er}, du projet subordonne la reconnaissance de la représentativité des organisations professionnelles, étaient définies de manière plus souple.

En toute hypothèse, il faudra vérifier, chaque fois que le projet fait mention des «organisations professionnelles reconnues comme représentatives» s'il ne faut pas faire état, par ailleurs, du «groupement d'organisations professionnelles reconnu comme représentatif»".

L'article 1^{er}, § 2, du présent projet d'arrêté appelle une observation analogue.

4. Le paragraphe 4 appelle les observations suivantes :

a) Dans l'alinéa 2, le texte est ainsi libellé qu'il donne à penser que, dans l'hypothèse où une demande de reconnaissance est introduite par un groupement d'organisations professionnelles, le contrôle auquel se rapporte la disposition à l'examen est effectué directement par les huissiers de justice que désignent ces organisations, sans l'intervention des inspecteurs désignés par le fonctionnaire dirigeant du service du contrôle administratif de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Or, sans doute l'intention de l'auteur du texte est-elle en ce sens que le contrôle doit être effectué par les inspecteurs précités en présence des huissiers de justice que désignent les organisations concernées.

Si telle est bien l'intention, les mots "ou par des huissiers de justice" seront remplacés par les mots "ou des huissiers de justice".

⁽¹⁾ *Note infrapaginale 1 de l'avis cité* : L'avis que le Conseil d'État, section de législation, a émis le 7 décembre 1995 sur la disposition dont est issu, en définitive, l'actuel article 211 de la loi coordonnée, relève à ce propos que "... le projet ne contient aucun critère que le Roi doit prendre en considération lorsqu'il fixe les conditions auxquelles les organisations professionnelles doivent satisfaire pour être reconnues comme représentatives". Pour cette raison, le Conseil d'État, section de législation, a estimé, par conséquent, que la délégation au Roi, prévue dans le projet, est trop étendue (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 352/1, p. 136).

b) À la manière dont se présente l'alinéa 3, on pourrait comprendre que les dispositions figurant dans la deuxième, la troisième et la quatrième phrases de cet alinéa sont uniquement à mettre en rapport avec l'application de la première phrase du même alinéa.

Or, elles ont manifestement une portée plus étendue.

Pour éviter toute ambiguïté sur ce point, mieux vaut que la disposition de la deuxième phrase de l'alinéa 3 fasse l'objet d'un alinéa 4 et que les dispositions des troisième et quatrième phrases de l'alinéa 3 figurent dans un alinéa 5.

5. Dans l'avis précité 26.646/1, la section de législation a observé ceci :

"Selon l'article 1^{er}, § 4, du projet, les organisations professionnelles reconnues comme représentatives conservent leur reconnaissance tant qu'elles exercent, sur la base des élections, des mandats dans les organes concernés. S'il résultait de cette disposition que la représentativité ne serait évaluée qu'en fonction de la première élection médicale et que pareille évaluation ne serait plus effectuée tant que l'organisation professionnelle en question serait investie de mandats dans les organes concernés, il faut observer qu'il s'agirait là d'une violation de l'article 211, § 1^{er}, de la loi coordonnée, qui part du principe que le respect des conditions de représentativité est vérifié à l'occasion de chaque élection ⁽²⁾".

L'article 1^{er}, § 5, du présent projet d'arrêté appelle une observation analogue.

Article 2

Dans l'avis précité 26.646/1, la section de législation a observé ceci :

"Force est de constater que cet article ne prévoit aucune règle relative à la candidature. Ce dernier aspect étant essentiel dans la procédure électorale, il devrait cependant être réglé par le Roi Lui-même et ne saurait faire l'objet d'une délégation au ministre en application de l'article 2, § 4, du projet".

⁽²⁾ *Note infrapaginale 2 de l'avis cité* : "Ces élections seront organisées tous les quatre ans. Seules les organisations qui répondront aux critères de représentativité, pourront se présenter" (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 352/1, exposé des motifs, p. 23).

L'article 2 du présent projet d'arrêté appelle une observation analogue.

Article 8

L'arrêté royal précité du 8 août 1997 a abrogé l'arrêté royal du 9 décembre 1977 déterminant les conditions auxquelles les organisations du corps médical doivent répondre pour être considérées comme représentatives.

Il n'y a donc pas lieu d'abroger à nouveau ce dernier arrêté royal.

Par conséquent, l'article 8 doit être omis.

Article 9

1. Selon la disposition à l'examen, l'arrêté en projet est appelé à entrer en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

2. L'alinéa 2 abroge en réalité l'arrêté royal du 8 août 1997 fixant les règles concernant les élections médicales telles qu'elles sont prévues à l'article 211, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ⁽³⁾.

Il doit, dès lors, être rédigé sous la forme d'une disposition abrogatoire.

⁽³⁾ Cet arrêté doit en conséquence être mentionné au préambule.

Cette abrogation doit figurer dans un article séparé qui précède la disposition relative à l'entrée en vigueur.

Enfin, l'arrêté royal abrogé doit être mentionné avec son intitulé complet.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	V. VANNES,	assesseur de la section de législation.
	B. VIGNERON,	greffier,

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur-chef de section.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.707/2
VAN 18 JANUARI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 11 januari 2010 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de regels voor de medische verkiezingen zoals bedoeld in artikel 211, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994", heeft het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De aanhef luidt als volgt :

"Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, rekening houdende met de timing die in acht moet worden genomen voor het houden van verkiezingen en waarin is bepaald dat de verkiezingen voor de geneesheren in de loop van 2010 moeten worden georganiseerd; dat een regelmatig en optimaal verloop van die verkiezingen immers alleen kan worden bereikt indien wordt toegestaan dat de begindatum van de kiesprocedure, dit is de datum waarop de kieslijsten worden opgesteld, kan worden vastgesteld op een ogenblik in de timing waarop kan worden gegarandeerd dat de periodes tijdens welke het noodzakelijke democratische debat tussen de representatieve organisaties die zich kandidaat stellen voor de verkiezingen en de oproeping om te gaan stemmen, op optimale wijze zijn vastgesteld."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

De adviesaanvrager wordt verzocht zich voortaan te richten naar het voorschrift van het voornoemde artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde

.../...

wetten op de Raad van State en bijgevolg de redenen voor de spoedeisendheid in de adviesaanvraag zelf op te geven, en niet alleen in de aanheft van het ontwerp.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

1. Toen ze geraadpleegd is over het ontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 tot vaststelling van de regels voor de medische verkiezingen zoals bedoeld in artikel 211, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, heeft de afdeling wetgeving in advies 26.646/1 van 7 juli 1997 de volgende opmerkingen gemaakt :

"1.1. In artikel 1, § 1, van het ontwerp, worden de voorwaarden opgesomd waaraan de beroepsorganisaties van de geneesheren moeten voldoen om als representatief te worden erkend. Die voorwaarden moeten uiteraard toelaatbaar kunnen worden geacht in het licht van de grondwettelijke beginselen van de gelijkheid en de niet-discriminatie. Dat houdt in dat, indien erdoor een onderscheid wordt gemaakt tussen de verschillende beroepsorganisaties van geneesheren, hiervoor een objectieve en redelijke verantwoording moet bestaan, welke verantwoording moet worden beoordeeld met betrekking tot het doel en de gevolgen van de ter beoordeling staande voorwaarden, in die zin dat - in de lijn van de door het Arbitragehof ontwikkelde rechtspraak - het gelijkheidsbeginsel geschonden kan worden geacht wanneer zou vaststaan dat de aangewende middelen niet redelijkerwijze evenredig zijn met het beoogde doel.

In het voorliggende ontwerp dient de vraag omtrent de toelaatbaarheid van de erkenningsvoorwaarden des te scherper te worden gesteld, ermee rekening houdend dat beroepsorganisaties welke niet werden erkend op grond van artikel 1, § 1, van het ontwerp, zijn aangewezen op het procédé van de groepering, als bedoeld in artikel 1, § 2, van het ontwerp. Het al dan niet voldoen aan de voorwaarden welke worden opgesomd in artikel 1, § 1, van het ontwerp, is met andere woorden determinerend voor het toe te passen regime van erkenning van de representativiteit, zodat de problematiek van de gelijkheid en de niet-discriminatie ook vanuit die optiek aan gewicht wint.

Het zou dan ook aanbeveling verdienen het voorliggend ontwerp te voorzien van een verslag aan de Koning waarin dan de nodige verduidelijking kan worden gegeven omtrent de ontworpen erkenningsvoorwaarden en de eraan ten

.../...

grondslag liggende motieven, gezien in het licht van de zo-even genoemde beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie.

In dat verslag zou dan bijvoorbeeld kunnen worden verduidelijkt waarom van de in artikel 1, § 1, van het ontwerp, bedoelde erkenning worden uitgesloten de organisaties welke de beroepsbelangen verdedigen van uitsluitend één categorie van geneesheren, zijnde de algemeen-geneeskundigen of de geneesheren-specialisten (zie artikel 1, § 1, A, 1/, van het ontwerp), de organisaties welke zich enkel tot de geneesheren van één gewest richten (zie artikel 1, § 1, A, 2/, van het ontwerp) of bepaalde nieuw op te richten organisaties (zie artikel 1, § 1, A, 4/, van het ontwerp). Tevens zou het verslag aan de Koning er moeten doen van blijken waarom de beroepsorganisaties welke van een groepering deel uitmaken niet alle aan dezelfde erkenningsvoorwaarden hoeven te voldoen, zodat er ook op dat punt een ongelijkheid kan ontstaan tussen de desbetreffende organisaties.

1.2. Nog wat de voorwaarden betreft, vermeld in artikel 1, § 1, A, van het ontwerp, moet worden opgemerkt dat een aantal daarvan wordt omschreven met verwijzing naar de statuten van de organisatie (zie de punten 1/ tot 3/). Vraag is of dergelijke verwijzing in de praktijk voldoende garanties zal bieden opdat de desbetreffende voorwaarden ook effectief zullen worden gerealiseerd".

Artikel 1, § 1, van het onderhavige ontwerp van besluit geeft aanleiding tot gelijksoortige opmerkingen.

2. In paragraaf 1, A, 3/, is het voor de Raad van State niet duidelijk wat de precieze betekenis is, voor de toepassing van de ontworpen tekst, van de woorden "onverminderd de statutaire bepalingen die gelden voor geneesheren die minder dan vijf jaar gerepertorieerd zijn bij het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering": wat is voor deze artsen het bedrag van de in aanmerking te nemen bijdrage ? Men moet er zich des te meer op toeleggen deze kwestie duidelijk te regelen daar ze een weerslag heeft op de toepassing van andere bepalingen van het ontworpen artikel 1, inzonderheid de paragrafen 1, A, 5/, en 2, B.

De tekst dient op dit punt te worden herzien.

3. In het voormelde advies 26.646/1 heeft de afdeling Wetgeving op het volgende gewezen :

"Blijkens artikel 1, § 2, van het ontwerp kan een groepering van beroepsorganisaties als representatief worden erkend. In dat verband valt evenwel

.../...

op te merken dat in artikel 211, § 1, van de gecoördineerde wet, dat het voorliggend ontwerp tot rechtsgrond strekt, enkel sprake is van een erkenning van de representativiteit van beroepsorganisaties, en derhalve niet van de erkenning van de representativiteit van een groepering van beroepsorganisaties. De bevoegdheden welke artikel 211, § 1, van de gecoördineerde wet, aan de Koning verleent zijn evenwel in dermate ruime bewoordingen omschreven ⁽¹⁾ dat niet zonder meer kan worden verondersteld dat de Koning op grond van die wetsbepaling niet bevoegd zou zijn om in een erkenningsregeling voor groeperingen van beroepsorganisaties te voorzien. Wel kunnen vragen rijzen bij de noodzaak om een dergelijke regeling uit te werken, in die zin namelijk dat de regeling wellicht overbodig zou zijn indien de in artikel 1, § 1, van het ontwerp opgesomde voorwaarden voor de erkenning van de representativiteit van de beroepsorganisaties, op een soepeler wijze zouden worden omschreven.

Hoe dan ook zal, telkens in het ontwerp van de "als representatief erkende beroepsorganisaties" melding wordt gemaakt, moeten worden nagegaan of niet tevens gewag moet worden gemaakt van de "als representatief erkende groepering van beroepsorganisaties".

Over artikel 1, § 2, van het onderhavige ontwerp van besluit moet een soortgelijke opmerking worden gemaakt.

4. Paragraaf 4 geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

a) In het tweede lid is de tekst zo gesteld dat hij de indruk wekt dat, in de veronderstelling dat een aanvraag om erkenning ingediend wordt door een groepering van beroepsorganisaties, de controle waar de onderzochte bepaling betrekking op heeft rechtstreeks verricht wordt door de gerechtsdeurwaarders aangewezen door deze organisaties, zonder dat de inspecteurs aangewezen door de leidend ambtenaar van de dienst voor Administratieve Controle van het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering eraan te pas komen.

⁽¹⁾ Voetnoot 1 van het vermelde advies : in het advies dat de Raad van State, afdeling Wetgeving, op 7 december 1995 heeft uitgebracht over de bepaling welke uiteindelijk het huidige artikel 211 van de gecoördineerde wet is geworden, werd er in dat verband op gewezen dat "... het ontwerp geen criteria (heeft) opgenomen die de Koning moet in acht nemen bij het vaststellen van de voorwaarden waaraan de beroepsorganisaties moeten voldoen om als representatief erkend te worden". De in het ontwerp bepaalde delegatie aan de Koning werd om die reden dan ook te ruim geacht door de Raad van State, afdeling wetgeving (Gedr. St. Kamer 1995-1996, nr. 352/1, blz. 136).

Wellicht is het echter de bedoeling van de steller van de tekst dat de controle moet worden uitgeoefend door de voormelde inspecteurs in het bijzijn van de gerechtsdeurwaarders aangewezen door de betrokken organisaties.

Indien dit dan de bedoeling is, moeten de woorden "of door gerechtsdeurwaarders" worden vervangen door de woorden "of gerechtsdeurwaarders".

b) Uit de wijze waarop het derde lid opgevat is, zou kunnen worden afgeleid dat de bepalingen van de tweede, derde en vierde zin van dit lid alleen met de toepassing van de eerste zin van hetzelfde lid in verband hoeven te worden gebracht.

Ze hebben evenwel een uitgebreidere strekking.

Om alle dubbelzinnigheid op dit punt te voorkomen, is het beter de bepaling van de tweede zin van het derde lid in een vierde lid op te nemen en de bepalingen van de derde en vierde zin van het derde lid in een vijfde lid op te nemen.

5. In het voornoemde advies 26.646/1 heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt :

"Naar luid van artikel 1, § 4, van het ontwerp, behouden de als representatief erkende beroepsorganisaties hun erkenning zolang zij, op basis van de verkiezingen, mandaten bekleden in de betrokken organen. Indien deze bepaling erop neer zou komen dat de representativiteit enkel naar aanleiding van de eerste medische verkiezing zou worden getoetst en dergelijke toetsing niet meer zou worden verricht zolang de beroepsorganisatie in kwestie mandaten zou bekleden in de betrokken organen, moet worden opgemerkt dat aldus afbreuk wordt gedaan aan artikel 211, § 1, van de gecoördineerde wet, welke uitgaat van een onderzoek van de naleving van de representativiteitsvoorwaarden naar aanleiding van iedere verkiezing ⁽²⁾".

Artikel 1, § 5, van het onderhavige ontwerp geeft aanleiding tot een gelijksoortige opmerking.

⁽²⁾ Voetnoot 2 van het vermelde advies : "Deze verkiezingen zullen om de vier jaar plaats hebben. Alleen de beroepsorganisaties die beantwoorden aan de representativiteitscriteria zullen mogen deelnemen" (Gedr. St. Kamer, 1995-1996, nr. 352/1, memorie van toelichting, blz. 23).

Artikel 2

In het eerdergenoemde advies 26.646/1 heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt :

"Er moet worden vastgesteld dat in dit artikel geen regeling is opgenomen met betrekking tot de kandidaatstelling. Daar deze laatste een essentieel onderdeel van de kiesprocedure uitmaakt, dient zij nochtans door de Koning zelf te worden geregeld en kan zij, met toepassing van artikel 2, § 4, van het ontwerp, niet het voorwerp uitmaken van een delegatie aan de minister."

Artikel 2 van het onderhavige ontwerp van besluit geeft aanleiding tot een soortgelijke opmerking.

Artikel 8

Het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 heeft het koninklijk besluit van 9 december 1977 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de organisaties van het geneesherenkorps moeten beantwoorden om als representatief te worden beschouwd, opgeheven.

Er is dus geen reden om dat laatste koninklijk besluit opnieuw op te heffen.

Artikel 8 dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 9

1. Volgens de onderzochte bepaling moet het ontwerpbesluit in werking treden de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van

.../...

onmiddellijke inwerkingtreding, teneinde eenieder een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

2. Het tweede lid heft in werkelijkheid het koninklijk besluit van 8 augustus 1977 op tot vaststelling van de regels voor de medische verkiezingen zoals bedoeld in artikel 211, §§ 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 ⁽³⁾.

Het dient derhalve in de vorm van een opheffingsbepaling te worden geredigeerd.

Deze opheffing moet worden opgenomen in een afzonderlijk artikel, dat voorafgaat aan de bepaling betreffende de inwerkingtreding.

Ten slotte moet het opgeheven koninklijk besluit met zijn volledige opschrift worden vermeld.

⁽³⁾ Dit besluit moet bijgevolg in de aanhef worden vermeld.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	V. VANNES,	assessor van de afdeling wetgeving,
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS